

# Le libertaire

Rédaction :  
Administration : Jean Girardin,  
72, rue des Prairies, Paris (20<sup>e</sup>).  
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

## LE QUATRIÈME ÉTAT

Les deux articles que j'ai consacrés à examiner les différentes classes sociales ont subi le sort que je prévoyais. Ils ont été complètement incompris de la part de certains camarades.

Ne bousculez pas les raisonnements traditionnels, ai-je dit ; et c'est vrai pour beaucoup. Leur formation intellectuelle les a habitués à une certaine façon de raisonner, à ressasser les mêmes sempiternels arguments. Et ils s'en tiennent là.

On m'a dit — sans rien apporter comme réutation aux faits et arguments fournis par moi — que je prenais la même position que les intellectuels ou soi-disant tels qui méprisent le peuple.

Qui m'a permis de consacrer quelques lignes, aujourd'hui, pour dessiner les yeux de ces camarades et leur faire voir que c'est à une position tout opposée que m'a conduit l'étude des différentes couches sociales.

C'est tout d'abord parce que, partisan de l'émancipation du peuple, et surtout de ce qu'on appelle dédaigneusement les basses couches populaires, parce que poursuivant ce que je crois être le principe fondamental du communisme libertaire l'égalité sociale, surtout matérielle et économique que je ne voudrais pas que ce même peuple, ce prolétariat exploité et ravalé au bas de la société, s'illusionne sur la tâche à accomplir, sur le nombre de ses ennemis, leur force, que j'ai tenté d'indiquer sommairement la puissance des éléments sociaux en présence.

Le prolétariat, en lutte pour son émancipation, n'aura pas à combattre que quelques capitalistes, rois ou empereurs de la finance, il aura devant lui des classes nombreuses qui ne veulent pas de l'égalité sociale, qui sauraient à l'occasion — comme la bourgeoisie de 1789 — se servir du peuple en révolte, mais qui se dépêcheraient de cueillir les fruits d'un triomphe révolutionnaire, pour eux seuls, rejettant les déshérités dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui.

D'autre part, si le prolétariat revendique le même droit au bonheur et au bien-être que ses maîtres, s'il combat pour supprimer l'exploitation et la domination qu'il subit de la part de ces mêmes maîtres, il serait tout à fait illogique et stupide d'admettre que dans son sein même, il y ait des castes, une hiérarchie, un prolétariat supérieur spécialisé, un prolétariat manœuvre inférieur.

L'ouvrier qui gagne 50 francs par jour et trouve tout naturel que le manœuvre qui est avec lui, et peine plus que lui, en gagne la moitié, n'est guère qualifié pour protester parce que son contremaître, son directeur, son patron, ont des traitements ou bénéfices supérieurs aux siens.

Disons-le net : si nous avions des préférences, ce serait pour le plus malheureux, le plus déshérité, le moins payé, le paria contemporain.

Celui qui suit les théories simplistes et irréelles du marxisme sur la lutte des classes, qui ne voit d'une part que le capitaliste, et d'autre le proléttaire, a une tendance naturelle à ne plus percevoir l'infinie complexité des classes sociales, la division et le choc des intérêts et des sentiments, et à ne plus servir la véritable formule de notre idéal, la recherche de l'égalité pour tous.

Capitaliste ou proléttaire ? Hum ! hum ! La formule est bien dangereuse. Je l'ai montré. Il y a des millions de personnes qui ne sont ni l'un ni l'autre et qui n'existent pas moins et qui présent lourdelement dans la balance des événements sociaux.

Il y a des gens qui sont à la fois exploités et exploiteurs, qui subissent la loi du malfré, ce qui ne les empêche pas de vivre plus ou moins largement de l'exploitation qu'ils font peser sur les autres.

C'est en général la situation des classes dites moyennes — dont j'ai dit précédemment la grande importance.

Plusieurs millions de petits patrons agriculteurs ou industriels, voire d'artisans travaillant seuls d'abord, puis avec un apprendi, puis un ouvrier, puis plusieurs, ayant un unique rêve : devenir de gros exploiteurs.

Des centaines de milliers de commerçants tirant leurs profits de la tromperie, du mensonge, de la spéculation, et autres moyens, tentant de s'enrichir rapidement sur le dos des consommateurs.

Que voilà une armée sociale non négligeable. Ecrasés par les gros, voulant écraser l'ouvrier ou le consommateur sans défense, ils peuvent être avec nous à certains moments, mais — quelques rares exceptions idéalistes — leurs buts n'ont rien de commun avec l'émancipation du peuple et la suppression de toute exploitation ou domination.

Je voudrais attirer tout spécialement l'attention sur l'une de ces classes intermédiaires dont le rôle va grandissant, et qui fait dès maintenant figure de quatrième Etat, de caste cherchant — même s'il faut pour cela s'appuyer sur le peuple — à devenir la caste dirigeante.

Je veux parler des professionnels intellectuels, des classes dites libérales, des fonctionnaires, et surtout de ceux qui se proclament des techniciens ; en un mot des personnes ayant décroché un ou plusieurs

diplômes quelconques, et qui se croient de ce fait appelés à devenir le « cerveau des nations », le cerveau qui commandera pendant que les bras prolétariens exécuteront.

Cette classe — qui comporte des centaines de milliers de membres — joue à peu près le même rôle que la bourgeoisie avant 1789. Elle est « un levier de commande » techniques, juridiques, administratifs, etc. Elle siège et commande dans les tribunaux, les administrations publiques et privées ; les postes, les chemins de fer, les routes ; elle est à la tête des grandes industries : navigation, mines, métallurgie, textile, bâtiment, fondations hospitalières, etc., etc...

Le bourgeois pur manie l'argent ; le technicien ou intellectuel dirige effectivement l'économie sociale.

De même qu'avant 1789, la bourgeoisie était à la tête du commerce, des transports, des industries, avait place prépondérante dans les administrations publiques, et abhorrait le noble, le roi et l'écclesiastique qui prélevait des redevances, s'est alliée au peuple pendant la révolution pour supprimer ces redevances et devenir seule maîtresse des bénéfices, de même l'on peut voir, aujourd'hui, la caste dite intellectuelle et technique maîtriser contre l'exploitation capitaliste et bourgeoisie, désirer la voir cesser, d'une manière ou d'une autre.

Regardez autour de vous et vous verrez la similitude des situations. Le cadre d'un article ne permet pas un long développement, mais un coup d'œil suffit pour apercevoir que cette caste, qui ne désire nullement l'affranchissement du peuple, qui ne veut se débarrasser du capitalisme que pour devenir la classe dirigeante suprême, cherche à se rapprocher du peuple, à se mettre à sa tête pour combattre le régime capitaliste.

GEORGES BASTIEN.

Lire la suite en deuxième page

## PROPOS D'UN PARISIEN

Nous avons eu encore, cette année, de merveilleuses journées nationales de l'aviation.

Avions de commerce, de tourisme, d'acrobatic, se sont dépassés pour la plus grande et la plus belle admiration des foules accourues. Mais, ce qui fit le plus sensation, ce furent les machines à tuer dont le nombre semblait narguer tous les Locarno passés et futurs.

Les « Boches » ou les Anglais, à moins que ce ne soient les Américains ou, surtout, les Italiens, n'ont qu'à bien se tenir. « Nous » avons ce qu'il faut pour leur répondre ou même, au besoin, pour leur parler les premiers.

Quant à l'U.R.S.S. il est inutile d'en causer, puisque, cette année, notre révérard père Florimond n'a pas jugé bon de mobiliser ses ouragans pour une manifestation monstrueuse, à l'instar... Mais n'insistons pas et contentons-nous de supposer que le gouvernement des tortionnaires de Ghezzi est de moins en moins menacé.

Nos aviateurs militaires, donc, se sont surpassés. Le clou de la représentation a été l'atterrissement d'un village — en carton, rassurez-vous — attaque que tous les journaux ont magnifiée en des termes adéquats.

Les organisateurs des « fêtes » de Vincennes avaient pu, pour la circonsistance, faire édifier, en carton-pâte, un village ressemblant à un quelconque village : une petite église, et trois maisons à côté, ils ont voulu, au contraire, donner une indication dont se félicitèrent sans doute ceux que vient de visiter le président de la république tardiveuse.

A quelques semaines de la célébration officielle et en grande pompe du centenaire de la conquête de l'Algérie, après les grandiloquents discours sur le génie civilisateur de la France, après toute la pompage passée aux opérimes et aux oppresseurs, il n'était pas peu pittoresque de constater que le village supposé enemis était justement un village arabe.

Il y a là, comme l'écrivait l'héritage de la Rome, un synchronisme bien suggestif.

M. Renaudel, rapporteur du budget de l'aviation, pourra peut-être, à son retour du congrès socialiste, nous donner quelques explications sur ce sujet.

Quoi qu'il en soit, ces fameuses journées nationales nous indiquent bien que Mussolini n'est pas le seul à penser aux constructions d'engins de mort.

L'industrie de guerre s'améliore, se perfectionne continuellement. L'avion qui devrait être un merveilleux outil de rapprochement entre les différents continents a surtout comme destination d'anéantir dans le temps le plus bref, le plus possible de leurs habitants.

Et, il n'y aura rien ou pas grand chose à espérer tant que le progrès moral ne se sera pas mis à l'unisson du progrès scientifique.

Cela semble pourtant, a priori, bien facile de faire comprendre aux hommes qu'il est stupide de fabriquer les outils de leur propre destruction. Nous savons, nous, qu'il n'y a pas de besogne plus ingrate. Nous n'en perséverons pas moins dans cette tâche qui est la raison d'être de tout anarchiste. — Pierre Mualdes.

## Patrie... Civilisation...

Le député socialiste Marius Moutet a interpellé sur les méthodes par lesquelles le gouvernement prétend maintenir l'ordre et la domination française en Indochine. Et il s'est élevé contre elles.

Il sera trop facile aux interpellés de répondre que ces méthodes ressemblent singulièrement à celles employées dans l'empire voisin des Indes par l'humanitaire gouvernement travailliste. Mais cela n'enlève rien à la beauté ni des unes ni des autres.

En ce qui concerne plus spécialement l'Indochine des journaux aussi peu subversifs que le Petit Parisien et le Matin ont publié de bien évidents renseignements.

De ces articles on pourra aisément tirer une petite anthologie suggestive, intitulée, par exemple : « Comment la civilisation occidentale se défend contre les barbares. » Ici, c'est un village que l'on fait détruire tout entier, innocents et coupables, par les avions bombardiers, parce que quelques rebelles s'y seraient manifestés. Là c'est un cortège précédé de femmes et d'enfants sur lequel on ouvre le feu, parce que les manifestants portaient des banderoles préconisant le refus de l'impôt et la reprise des terres. Et parce qu'ils avaient poussé des cris menaçants contre un administrateur local.

On reconnaît là le grand principe de la répression préventive, que M. André Tardieu n'a pas inventé que le reste, mais qu'il se glorifie de pratiquer, et applique sous sa forme la plus radicale : la peine de mort préventive. Recours classique d'ailleurs de tous les gouvernements de toute nuance dans les circonstances difficiles.

Mais il y a eu des révoltes là-bas ? Donc ces gens-là n'ont pas su apprécier leur honneur d'être gouvernés par la France. Ni les douceurs d'un régime de concussions continues reconnus par le Matin lui-même par exemple. Ils ont eu tout au contraire. Mais, aujourd'hui que les « grandes idées » dont on glorifiait la France ne devaient pas être réservées à la métropole, que « l'égalité », que le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » dont on avait fait tant de battage, ne pouvaient s'appliquer uniquement aux territoires européens, certains réactionnaires se plaignent, avec une apparence de logique, que l'on ait donné à de jeunes Indochinois une éducation « européenne » qui devait les mener aux idées les plus subversives.

Certaines conceptions ne sont pas de bons articles d'exportation quand on veut maintenir certaines races inférieures dans l'obéissance et la soumission. Et la plupart des républicains sont bien près de leur donner raison. Les « grands principes », c'est très bien, mais ce n'est pas fait pour être appliqués à tout le monde.

D'autres, tel cet excellent Moutet, cherchent péniblement un accommodement qui puisse concilier la liberté des indigènes avec les nécessités du colonialisme. Et ils avouent que ce n'est pas très facile, et qu'il est un peu tard pour essayer de le faire.

Les populations asiatiques jusqu'ici dominées échappent de plus en plus à l'emprise des dominateurs européens. Jusqu'où iront leurs mouvements ? Dans quelle mesure se dégageront-ils des influences politiques et nationalistes et tendront-ils vers une véritable émancipation ? En tout cas, les patriotes, les politiciens, les nationalistes, les profiteurs des révoltes passées sont bien mal venus à en faire le procès.

Pour maintenir la puissance de leur « patrie » et de leur « civilisation » sur les indigènes mécontents, il n'ont qu'une « justification » : la force. Et ils en usent. Jusqu'à quel point cela leur réussira-t-il ?

Allons camarade n'hésite plus

Voici les dix brochures que nous envoyons gratuitement pour un abonnement d'un an au Libertaire :

Centralisme et Fédéralisme ; Les anarchistes (S. Faure) ; Aux jeunes gens (Kropotkin) ; Comme au temps des tsars ; Ce que veulent les anarchistes (Thonar) ; Les anarchistes et le cas de conscience ; Le salariat (Kropotkin) ; Mon opinion sur la dictature (S. Faure) ; Qu'est-ce qu'un anarchiste (Fabry) ; Anarchisme et organisation (Malatesta).

Cinq au choix pour un abonnement de six mois.

Au camarade qui est susceptible de s'abonner nous demandons de ne pas attendre plus longtemps pour le faire. Il ne paiera point son journal plus cher qu'en l'achetant au numéro, au contraire ; et il nous procurera des ressources régulières et un bénéfice en nous évitant de passer par des intermédiaires toujours onéreux. Allons, camarade, abonne-toi vite et prends nos brochures ; si tu les as déjà lues, tu les utiliseras au mieux de la propagande.

## LA RÉFORME DE L'ETAT

Le Libertaire a entretenu, la semaine dernière, ses lecteurs, du discours prononcé récemment, à Dijon, par Tardieu et il les a prévenus des mesures que le président actuel du Conseil exprime cyniquement la volonté de prendre, en vue de restreindre encore le terrain des quelques maigres libertés pénalement conquises et dont l'habitude est prise.

Le Libertaire a bien fait de souligner cette perfide détermination.

En outre, il y a dans ce discours, qui a la prétention d'être tout un programme, une idée capitale sur laquelle les anarchistes sont appellés, plus que quiconque, à fixer leur attention, à discuter et à se prononcer. Cette idée, c'est celle de la réforme de l'Etat.

M. Tardieu est un « grand bourgeois », Par sa conduite dans les histoires de la N'Goko-Sangha et de l'Homs-Bagdad (je ne cite que les plus connues) il s'est particulièrement recommandé à la bienveillance des grands brasseurs d'affaires dont il est devenu l'homme de confiance.

Aux « postes de commande » que groupe l'Etat, il personifie fidèlement les intérêts de cette bande de requins portée au Pouvoir par les grands événements qui, depuis quinze à vingt ans ont bouleversé le monde.

Tardieu constate que, dominé par les forces commerciales, industrielles et financières qui, en toutes circonstances peuvent se lancer contre lui et, à l'occasion, ne manquent pas de le faire, l'Etat se trouve débordé et asservi.

Cette constatation, Tardieu l'a certainement faite bien avant qu'il n'en parle ; elle est trop les yeux pour qu'elle lui échappe. Lorsque le pouvoir gouvernemental était dans les mains de ses adversaires politiques, cet état de choses ne lui déplaît pas ; au contraire.

Mais, aujourd'hui que c'est lui qui gouverne, il fait mine de découvrir le mal et se proclame résolu à le combattre. Dans ce but, que propose-t-il ?

Il propose de réformer l'Etat, de l'adapter aux conditions politiques et économiques actuelles, de le rajeunir, de le moderniser. Ecoutez-le :

« En face de l'Etat, s'est créé un réseau d'oligarques d'origines diverses qui, à tout instant, pèsent sur lui pour le détourner de son but propre, au profit d'un conglomerat d'intérêts particuliers. Contre cette pression continue, nos lois et nos mœurs laissent également dénaturés le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. On exige de l'Etat de plus en plus et on lui obéit de moins en moins. Plus on se sert de lui, moins on le serre. Or, l'Etat démocratique doit être un Etat fort. Et nous voici, par là au cœur du problème politique. L'Etat démocratique doit être un Etat fort parce que son autorité n'est qu'un dépôt à lui confié par tous pour des fins communes ; parce que, muni de ce dépôt qu'il tient de la souveraineté populaire, il est le seul défenseur de ces deux grands représentants de l'intérêt général, qui s'appellent le contribuable et le consommateur et dont la ruine équivaudrait à celle de la nation même.

Jamais cette autorité ne fut plus nécessaire qu'aujourd'hui. La guerre a créé ou ait, dans chaque pays, un nombre infini de conflits : conflits entre les régions, entre les classes, entre les professions, entre les membres d'une même profession, entre les diverses catégories d'agents de l'Etat, entre ses agents et l'Etat lui-même. Ces conflits l'Etat seul est en mesure de les arbitrer et nous avons la volonté résolue qu'il y réussisse en mettant fin au désordre par des solutions de justice et de raison qui rétablissent une collaboration loyale, confiante et cordiale.

L'Etat seul défenseur du contribuable et du consommateur ; l'Etat seul représentant de l'intérêt général ; l'Etat seul en mesure d'arbitrer les innombrables conflits ; l'Etat seul capable de mettre fin au désordre par des solutions de justice et de raison etc., etc.

Nous connaissons l'antienne et M. Tardieu qui ambitionne de passer pour un homme d'Etat aux vues larges et aux conceptions neuves tardive singulièrement.

Il ne comprend rien de rien aux fonctions essentielles, au rôle fondamental, à la mission historique de l'Etat ; et, par ricochet, il ignore tout du milieu social dont, par la force dont il dispose, par l'armée de bureaux et fonctionnaires à son service, par les multiples pressions qu'il exerce et les milliards que lui assure l'impôt, l'Etat est et ne peut être que le représentant docile et le défenseur souverain.

Est-il besoin, pour démontrer l'ignorance ou la mauvaise foi de Tardieu, de rappeler et de commenter les énormes balourdises qu'il énumère solennellement ?

F

## FAITS ET DOCUMENTS

Voilà près de deux mois que la Chambre Patronale syndicale du Bâtiment a déclaré le lock-out.

Les origines de ce conflit sont semblables à celles d'autres conflits passés ou à venir ; les ouvriers maçons lyonnais demandaient des augmentations de salaires. Pour faire échec au mouvement gréviste qui se dessinait, les patrons déciderent le lock-out, espérant de cette façon tuer dans l'œuf, toute velléité de revendications.

En la circonstance les patrons se sont grossièrement trompés. Lorsque les travailleurs sont unis et qu'ils se dressent unanimement contre leurs maîtres, ils ont de grandes chances de vaincre. Leur volonté raisonnable, calculée, s'opposant au « je veux » du patron doit remporter la victoire.

Pour être victorieuse une grève ne doit pas être forcément violente. Le reflux individuel et collectif est une forme de lutte contre laquelle la violence organisée vient se heurter sans succès ; l'on assommera des foules, jamais on ne pourra les contraindre au travail et les travailleurs qui persévérent dans une attitude — que d'aucuns qualifient de passive, l'inertie pour eux n'étant pas une force révolutionnaire — auront forcément la victoire qui n'est en la circonstance qu'une question de semaines, de jours peut-être.

La grève des maçons lyonnais, engagée comme elle l'est, doit aboutir. Nous le croyons parce que les méthodes employées dans cette circonstance, sont les seules capables de donner des résultats qui, maintenant, ne sauraient tarder. Dès la fermeture des chantiers le comité de grève s'est organisé de telle sorte que la lassitude ne vienne pas des ouvriers. Il a organisé l'exode de tous ceux qui pouvaient quitter Lyon sans dommage ; c'était déjà été soulagé de nombreuses centaines de lock-outés qui purent trouver du travail dans d'autres régions. Ainsi 1.800 compagnons ou aides ont quitté Lyon, quelques centaines ont trouvé du travail dans la banlieue ou dans les environs. En outre, nombre de compagnons ont provisoirement changé de profession ce qui soulage d'autant le comité de grève.

Ce certains patrons ont accepté les demandes d'augmentation, le lock-out ne porte que sur les entreprises réfractaires à toutes augmentations. Il en résulte que l'aide matérielle apportée par ceux qui travaillent au Comité de Grève permet à celui-ci d'envisager avec sévérité la continuation. D'après *L'Effort* (1) le lock-out coûte environ 50.000 francs par semaine au cartel ouvrier et jusqu'à 24 mai il avait été dépensé 30.000 francs pour frais de chemin de fer afin de faciliter l'exode ; on voit grâce à ces chiffres l'importance de ce mouvement.

Nous croyons, disons-nous, à la victoire des ouvriers maçons lyonnais pour deux raisons : la première c'est que la Chambre Syndicale Patronale, n'est pas homogène, car elle a dans son sein des patrons moins égoïstes ou plus intelligents et qui comprennent le bien-fondé de la revendication ouvrière puisqu'ils y ont accédé ; et parce qu'ils n'ont pas voulu se prêter à un lock-out général de tout le Bâtiment comme le demandaient les patrons maçons, afin de réduire la résistance ouvrière. Ce lock-out n'aurait pas eu l'opinion publique, le résultat en aurait donc été assez aléatoire. La deuxième raison c'est que le Syndicat des Maçons de Lyon n'est infidèle à aucun parti politique et que l'élément communiste y est en fait inexistant : syndicat autonome dont la seule action est orientée vers la revendication matérielle, il ignore les luttes intestines qui existent dans les organisations où dominent les chicanes politiques.

Malgré les chances qu'ils ont pour eux, la solidarité des travailleurs du pays doit s'exercer en leur faveur. Nous sommes tous intéressés à leur victoire, car leur défaite augmenterait le mépris et l'égoïsme des patrons à l'égard de tous les travailleurs ; et il est bien, il est nécessaire que le Syndicat Patronal Lyonnais trouve devant lui une force, une volonté supérieure, qui le ramène au sens de la plus élémentaire équité.



Nous avons ici parlé de chômage, de crise économique. Lorsque l'on lit les bilans des sociétés financières, banques ou industrielles, l'on est frappé du caractère général de la crise. Toutes sont en baisse. Le caoutchouc.

(1) Journal de Lyon, fondé par le Syndicat des Maçons.

chouc, la métallurgie (mines de fer, de cuivre, etc.), le pétrole, les charbonnages, les banques sont en baisse ; et dans des proportions parfois importantes. Les travailleurs de l'usine qui n'est pas touchée par le chômage n'attachera pas d'importance à ce fait, pourtant gros de conséquences.

La cause la plus visible de cet état de choses réside dans l'écart qui existe entre le prix de revient des denrées et leur prix de vente ; quand la capacité de production s'est élevée par exemple à 10, et que la consommation, elle, qui n'a pas suivi la même progression s'élève à un chiffre moindre, il y a stocks, paralysie du commerce. La rationalisation, disons-nous, secret, le paupérisme. Elle touche directement le salarié, mais le capital connaît la difficulté, la marche au ralenti de ses mines, une consommation réduite seront génératrices de troubles sociaux.

Tout est lié dans l'économie ; et le monde entier est solidaire à son insu. Une grève dans le textile de Roubaix-Tourcoing a pour conséquences d'augmenter le prix des draperies anglaises vendues aux Indiens, des années chaudes provoquent le chômage des mineurs gallois, de même que le mouvement gandiste a causé la faillite à des usines de soieries italiennes, etc. Nous consommons des denrées que nous ne produisons pas, de même que notre production supplémentaire est absorbée par des peuples à des milliers de kilomètres.

Or, la baisse des valeurs est le signe le plus sûr d'une crise généralisée d'autant plus que les indices du commerce, tant intérieur qu'à l'extérieur, accusent un déficit sensible. Cette situation crée un dilemme redoutable : il y a des stocks immenses à écouter et une consommation incapable de les absorber. Des magasins qui regorgent, attendent vainement le client !



Il paraît qu'en France, nous vivons mieux qu'ailleurs. Ce sont du moins les journaux à la solde du gouvernement qui l'affirment ; quoi qu'en dise nous travailleurs pour l'Etat qui est de plus en plus vorace. Actuellement, le salaire de l'homme dans un ménage est notoirement insuffisant.

L'âge d'or prédi par les jeans-foutre du patriote qui devait se répandre sur nous après la guerre, recule de plus en plus. C'était d'ailleurs un argument propre à assister la vanité nationale ; non seulement la guerre ne paie pas, mais nous payons la guerre... à des fournisseurs patriotes.

L'ouvrier américain paie au fisc 9,6 % de son revenu.

L'ouvrier italien paie au fisc 17,5 % de son revenu.

L'ouvrier belge paie au fisc 23 % de son revenu.

L'ouvrier allemand paie au fisc 24 % de son revenu.

L'ouvrier anglais paie au fisc 25,5 % de son revenu.

Et l'ouvrier français paie au fisc 31,4 % de son revenu (1), près du tiers de notre salaire est dévoré par l'Etat.

BERNARD ANDRE.

### ANTIGNAC EST MORT

J'apprends, à l'instant, la mort de mon cher ami, et vieux compagnon Antoine Antignac.

Je parlerai de lui, la semaine prochaine, aux lecteurs du *Libertaire*.

SEBASTIEN FAURE.

JEAN MARESTAN

### L'EDUCATION SEXUELLE

Nouvelle édition, 336 pages,

illustrée, 18<sup>e</sup> mille

Prix, 12 fr. 50 ; franco, 13 fr. 75

Physiologie du mariage. — Préservation sexuelle. — Egalité des sexes. — Moralités futures — Hygiène et soins de la maternité. — Mariage divorce, union libre. — Les déviations morbides. — Le problème social de la population.

En vente : Librairie d'Éditions Sociales, 72, rue des Prairies, Paris (20<sup>e</sup>).

## Il faut sauver PONS ET BLANCO !

Comme on pouvait s'en douter, la chambre des mises en accusation de Montpellier, devant laquelle ont comparu Pons et Blanco, vient d'émettre un avis favorable à l'extradition. Etant donné l'habituelle complaisance du Gouvernement français de soustraire trop facilement aux demandes même les plus exagérées des dictateurs d'Italie et d'Espagne, on peut craindre qu'il en soit encore ainsi.

Sans doute, le dictateur d'Espagne qui, pour des motifs les plus futile, les plus divers, remplissait les prisons et les bagnes de son pays est-il mort depuis peu de temps, la logique voudrait que, suffisamment édifiés sur la façon particulière de gouverner du défunt dictateur espagnol, la France Républicaine (du moins, elle le dit !), pays, dit une légende, du traditionnel Droit d'Asile, se devrait de se servir de ce prétexte légitime des tristes excès qui ont illustré l'avant-dernière dictature, pour s'opposer à l'extradition des évadés du bagne de Figueras.

Le Comité de défense sociale a examiné avec attention le dossier de cette affaire et il lui est nettement apparu que les délits qui ont été reprochés à Pons et Blanco, et pour lesquels ils ont été condamnés, étaient ou inexistant ou fortement exagérés. L'époque troublée dans laquelle se sont déroulés ces délits, en même temps que l'action de militants syndicalistes qui a été publiquement menée, apparaissent les raisons essentielles de l'accusation contre Pons et Blanco, la date même de leur arrestation : *août 1923* et celle de leur condamnation : *janvier 1927*, indiquent nettement l'inavouable qu'en cette affaire comme en maintes autres du même genre, on a vu surtout se débarrasser d'adversaires gênants ; salir, désconsiderer aux yeux de l'opinion publique des moyens courants que l'on a bien souvent employés, ce qui a permis de frapper, d'assassiner, d'innocents.

Il ne semble pas qu'on ait agi envers Pons et Blanco d'une manière différente, et c'est là où git l'iniquité qui contraint les gens de cœur à protester. Les gouvernements, sous des raisons diverses, pensent avoir entre eux des complaisances réciproques, ils n'hésitent pas à faire fi du droit et de la liberté des individus, l'élite des travailleurs et des penseurs ne saurait se prêter par son silence et son inertie à pareille manœuvre, elle doit, sans tarder et avec vigueur, élirever sa vive réprobation.

Pour sa part, le COMITÉ DE DÉFENSE SOCIALE, joignant ses efforts à ceux des meilleurs de travailleurs espagnols et français qui, en de nombreuses villes du Midi, ont organisé avec l'aide de différentes personnalités politiques et sociales des meetings, élève aussi une véhément protestation contre la menace d'extradition qui pèse sur Pons et Blanco, il jette un cri d'alarme afin d'attirer l'attention sur le cas des deux militaires en péril d'être, de nouveau, livrés à la torture de leurs bourreaux et à l'enfer du bagne.

A la carence des pouvoirs publics qui, hélas ! une fois de plus, peut se manifester, la conscience et la solidarité des travailleurs doit s'affirmer avec énergie et enthousiasme. Il convient de s'efforcer par tous les moyens d'empêcher la perpétration de cette nouvelle infamie.

Il faut entraver et annuler l'extradition de Pons et Blanco, que les personnalités et les groupements d'avant-garde de toutes tendances agissent au plus vite dans ce sens et la victoire est certaine.

Le temps pressant, le Comité de Défense Sociale n'a pu, jusqu'à présent, donner à cette affaire la publicité qu'elle comporte et sans trop s'illusionner sur la bonne volonté du Gouvernement, il peut cependant supposer que cet exposé succinct, joint aux diverses interventions, suffira pour que les deux militants syndicalistes ne soient pas livrés aux tyrans du peuple espagnol, mais il ne faut pas attendre, les moments sont précieux !

A l'action (meetings, manifestations, pétitions, etc.), pour libérer Pons et Blanco !

LE COMITÉ DE DÉFENSE SOCIALE.

## LE QUATRIÈME ÉTAT

(Suite de la première page.)

Mais, que ce soit par réformisme comme beaucoup le pensent, ou par événements révolutionnaires si les circonstances l'imposent, la caste des intellectuels techniques — c'est son rêve — les leviers de commande de la société ; elle dirigera, elle gouvernera, et soyez bien persuadés qu'elle n'est nullement favorable à l'égalité sociale, et que les prolétaires, sous son règne, continueront à suer des bénéfices pour les malades — les nouveaux à la place des anciens.

Les théories marxistes se prêtent merveilleusement à cette nouvelle et gigantesque mystification qui se prépare.

« Nous ne sommes pas des capitalistes, donc nous sommes des prolétaires comme vous. Formons le bloc pour abattre la bourgeoisie ». Très simple, comme vous le dites.

Seulement les habitudes, les goûts, les sentiments et les intérêts de cette caste n'ont pas grand' chose de commun avec ceux du peuple proprement dit.

On les a élevés, ils ont étudié, et ils vivent avec cette conception que leur rôle est de commander, diriger, « d'être les serviteurs ». Ceux qui sont les plus avancés sont des transformateurs sociaux, des révolutionnaires même, mais partisans d'une sorte de collectivisme hiérarchisé, où l'égalité sociale sera un mot aussi vide de sens que l'est actuellement la formule « Liberté, Égalité, Fraternité », au fronton des prisons et des palais de justice.

Cette caste a envahi à peu près tous les partis politiques plus ou moins « avancés ». Les radicaux et radicaux-socialistes en sont l'expression, qui commence à passer de mode. Le parti socialiste — jadis ouvrier — ne comporte plus que des éléments de cette classe, des postes de leaders. Le parti communiste lui-même — malgré sa pseudo-proletarisation — en est infesté.

Cette caste a envahi par le moyen de faire voter, par le Congrès socialiste, une motion d'unanimité de Défense Nationale.

Et on l'en croit sans trop de peine.

Le dernier moment, il a obtenu que l'on renvoie à un « congrès ultérieur » le débat sur cette question, sur laquelle certains délégués auraient tout de même pu tenir des propos « compromettants ».

G. BASTIEN.

## NOS ÉCHOS

### REPLI STRATEGIQUE

M. Léon Blum s'était targué de faire voter, par le Congrès socialiste, une motion d'unanimité de Défense Nationale. Et on l'en croit sans trop de peine. Au dernier moment, il a obtenu que l'on renvoie à un « congrès ultérieur » le débat sur cette question, sur laquelle certains délégués auraient tout de même pu tenir des propos « compromettants ».

VERS LE « PRIX DEIBLER »

Un des représentants de la grande « littérature » la plus commerciale, le dénommé Dekobra, se plaint dans *Paris-Soir* de ce que l'on ne guillotine pas assez.

Douce tendre âme !

Les jurés qui, pour des motifs quelconques n'appliquent pas la peine de mort à toute ré quisition, et notamment dans certains cas politiques, sont des « criminels », infidèles à la mission qui leur avait été confiée « de défendre la société » et atteints de « dégénérescence morale » (*sic*).

Et il n'est pas seul de son acabit dans le joli monde des « lettres ».

Quand la fondation d'un « Prix Deibler » pour les écrivains-valets de bourgeois ?

ET « L'ATTENTAT » ?

Il commence à être beaucoup moins question du présumé « attentat » de Montereau, annoncé si bruyamment et qui aurait visé l'inestimable Tardieu, organisateur de toutes les félicités dont nous jouissons.

La police a fait de son mieux et fourni complaisamment les « criminels » qu'on lui réclamait. Elle en a même trouvé successivement toute une série. Mais ils ne méritent aucune bonne grâce à se laisser culpabiliser. Et pourtant même, par chance, prouver qu'ils se trouvaient très loin des lieux de la catastrophe le jour qu'elle se produisait.

La fico-tardesaille se le tiendra-t-elle pour dit ? Ou bien cherchera-t-elle à se ratrapper sur le premier « extrémiste » venu de l'odieux et du ridicule dont elle vient de se couvrir ?

### NOTE DE LA REDACTION

*Nos camarades* sont priés de n'écrire que sur un seul côté de la feuille. Ils sont prévenus que les conditions de notre imprimeur ne nous permettent pas de donner de la copie après le mercredi à midi.

Il est donc indispensable que nous ayons la copie le mardi au plus tard. Plusieurs articles, notamment de la Voix de Provence ne pourront passer dans ce numéro pour les raisons indiquées. — Pierre Maudet.

### GROUPE ANARCHISTE DES 17<sup>e</sup> ET 18<sup>e</sup> ARRONDISSEMENTS

Mardi 17 juin, à 20 h. 30, 48, rue Duhesme

Caserne du camarade FREMONT

sur le sujet :

OU VA LA C.G.T.U. ?

Invitation cordiale aux sympathisants.

toutes les apparences de la liberté ; n'existe-t-il pas sous l'Empire une assemblée législative élue régulièrement par le suffrage universel. Tout alla donc bien selon les vœux de la bourgeoisie ; il n'y eut qu'un seul point noir : c'était l'ambition conquérante du souverain, qui entraîna la France forcément dans des dépenses ruinantes et finit par anéantir son antique puissance. Mais ce point noir n'était pas un accident, c'était une nécessité du système. Un régime despote, absolu, alors même qu'il a les apparences de la liberté, doit nécessairement s'appuyer sur une puissante armée et toute grande armée permanente rend tôt ou tard la guerre extérieure nécessaire parce que la hiérarchie militaire a pour inspiration principale l'ambition ; tout lieutenant veut être colonel, et tout colonel veut devenir général ; quant aux soldats systématiquement démolis par la caserne, ils rêvent des nobles plaisirs de la guerre : le massacre, le pillage, le vol, le viol ; preuve : les exploits de l'armée prussienne en France. Eh bien, si toutes ces nobles passions naissent systématiquement nourries dans le cœur des officiers et des soldats, restent longtemps sans satisfaction aucune, elles aigrissent et poussent l'armée au mécontentement et du mécontentement à la révolte ; donc il devient nécessaire de faire la guerre. Toutes

# DANS LE JARDIN D'AUTRUI

Dans le numéro de mai de la Revue *Anarchiste*, 110, rue Saint-Maur, Ganz-Allein parle de « l'individu à la recherche de lui-même ». J'ai lu avec beaucoup de curiosité les très intéressantes études que Ganz-Allein a définies depuis décembre, et bien que celle-ci ne soit pas la dernière, je puis donner mon opinion : à mon avis, il y manque une conclusion claire et nette. Pourtant, la vérité m'oblige à dire qu'il semble que l'auteur ait voulu la laisser tirer au lecteur.

Dans la même revue, on trouve des « Aphorismes » de Jules Rivet, marqués au coin de l'esprit incisif qu'on sauvore chaque semaine dans *Le Canard Enchaîné* et montrant de plus une affirmation de pensée qui rassure ceux qui avaient craint un instant que son séjour à l'Humanité n'ait altéré l'auteur de « A l'ombre des Crocodiles en fleurs ». Pour notre part, nous souvenant que Jules Rivet fit jadis connaissance avec les gendres républicains à cause de ses idées, nous sommes certains qu'il est toujours resté le même homme. On trouve encore un très beau poème de Pierre Chateaubriand (gendre du célèbre pamphlétaire) où il exalte la révolte en de magnifiques vers parnasseries. Nous citerons seulement l'envoi de cette ballade :

« Aux morts sanglants qui jonchent la pluizerne,  
Vont succéder les défenseurs virils.  
Chante, Révolte ! A l'horizon se cerne  
La meute sauvage arrachée aux casernes  
Clame ta foi dans les futurs avrils,  
Et va brandir, pour que tous te discernent  
Le noir pennon sur la Tour en péril ! »

En un article intitulé « La Notion de la réciprocité », E. Armand atténue ce qu'un individualisme trop farouche pourrait avoir....

Notre ami Voline parle de l'U.R.S.S. à propos des livres de Panait Istrati, et croit au triomphe plus ou moins proche de la vérité sur la Russie. Sa conclusion dit fort bien que le salut n'est pas dans l'Opposition, comme le croit l'écrivain roumain : « Tant que l'Etat, le Gouvernement, l'autorité, la politique, seront debout, l'œuvre positive de la Révolution restera lettre morte, et alors les mêmes horreurs recommenceraient. Cette autre moitié de la vérité sera plus difficile à faire comprendre que la faillite du parti au pouvoir. Écoutez donc, nous autres, avec d'autant plus de zèle, à la faire écouter aussi un jour. C'est là notre suprême devoir ! »

Elle Angonin continue son étude très fouillée sur la Conquête de l'Algérie et étaie la vérité à l'aide de documents puisés aux meilleures sources. Voici ce qu'écrivit le capitaine Canrobert : « Nous avons surpris de nuit une assez grande quantité de Kabyles et enlevé PLUSIEURS SORTES DE TROUPES : des femmes, des enfants, des vieillards ; le soldat excité par l'appât du pillage se livre aux pires excès. » Suivent d'autres exemples d'incendies et de destructions de récoltes bien faites pour faire croire à la « moralité » de la colonisation capitaliste !

Signalons encore une définition du librepenseur par G. Withoutname, une critique de livres et une lettre du Portugal signalant la position désavantagée du mouvement libertaire en ce pays.

Dans le *Semeur* du 5 juin, Christian Libertato s'indigne du fait que le général de Partonneaux, le même qui laissa mourir de froid les soldats de Rhénanie, vient d'être promu commandant militaire de la 11<sup>e</sup> Région, à Nantes. Pour notre part, cela n'a rien pour nous étonner, étant tout à fait dans l'ordre bourgeois. Le chansonnier G.-M. Gouté dit le destin tragique des poètes maudits : souffrir, chanter et mourir. Victor Spielmann parle de la question mozabète, un des aspects de la question coloniale. Il semble que Spielmann ait des illusions lorsqu'il désire renseigner les parlementaires et la presse indépendante, car nous savons depuis longtemps que nos braves députés ont d'excellentes raisons à ce que le statu quo soit maintenu en Algérie, et quant à la presse indépendante, mieux vaut n'en pas parler !... A signaler également divers articles et études de Barbu, du Dr Proschowsky, de Barbedette, etc.

*Le Flambeau* du 5 juin continue sa pro-

pagande antireligieuse. Notre camarade Raoul Colin parle du MARIAGE CHRÉTIEN et stigmatise comme il convient l'hypocrisie cléricale.

Un jeune élève (13 ans) d'une école dite « libre » signale les mœurs des « éducateurs » catholiques : punitions raffinées et disproportionnées avec les fautes commises (lorsqu'il y a des fautes !). Noté également la suite de la très intéressante biographie d'Etienne Dolet, une des innombrables victimes des prêtres, ainsi qu'un bel article sur la colonisation, signé Reza.

Il semble qu'il est grand temps de réagir contre le flot noir qui monte et menace de nous submerger. *Le Flambeau*, l'*Idée Libre* jetent sans relâche le cri d'alarme. Nous souhaitons ardemment qu'ils soient écoutés, et nous ne manquerons pas de combattre de toutes nos forces l'Eglise, qui prétend revenir à ses anciens priviléges.

ARGUS.

## Une mise au point de Bertoni

Dans le compte rendu du Congrès de l'Union anarchiste-communiste révolutionnaire, nous relevons ce passage :

« Etant donné ces caractères du syndicalisme, quelle doit être la position des anarchistes vis-à-vis des syndicats ? Lashories répond à cette question en condamnant l'attitude de certains anarchistes qui nient toute valeur révolutionnaire aux syndicats et qui après Bertoni et Malatesta (Bienna 1921) prétendent qu'un anarchiste ne saurait sans déchoir y travailler. Il réprouve également une conception qui tendrait à faire des syndicats un centre de recrutement et de propagande des idées anarchistes. Le formulaire de Colomer (Congrès anarchiste de Lyon, novembre 1921) : le syndicalisme est le corps, et l'anarchisme l'âme, doit être résolument abandonnée. »

C'est bien vrai que Malatesta et moi avons fait quelques réserves sur la valeur révolutionnaire des syndicats, mais nous n'avons nullement prétendu qu'un anarchiste ne saurait sans déchoir y travailler. Au contraire, nous avons souhaité que qu'il se trouve dans chaque syndicat des camarades pour y faire le plus de besogne possible.

Malatesta a aussi dit qu'un syndicat anarchiste ne se comprendrait pas car il serait, en ce cas, la doublement inutile du groupe anarchiste lui-même. Donc, sur l'indépendance du syndicalisme de tout groupement politique, nous sommes parfaitement d'accord.

Par contre, Malatesta s'est refusé à se prononcer pour telle ou telle organisation syndicale. Nous pouvons certainement avoir plus de sympathie ou adhérer selon les circonstances à l'un ou l'autre, mais notre intérêt est de nous trouver dans tous les groupements syndicaux même réformistes.

A Bienna, Colomer était très déçu français, fort mal choisi hélas ! car chacun eut de lui la fâcheuse impression d'un poseur et rien de plus. C'est lui qui a sans doute pris pour un désaveu du syndicalisme la constatation faite par Malatesta que toute organisation syndicale en se développant tend à devenir réactionnaire. Les faibles syndicats du début à l'allure plus ou moins révolutionnaire, en augmentant leurs membres et leurs fonds, en approchant de la possibilité d'imposer le syndicat obligatoire, cherchent à s'adapter plutôt qu'à transformer les institutions économiques actuelles.

C'est bien là ce que les expériences anglaise, allemande, italienne, suisse, etc., ont enseigné. Faut-il en conclure à l'abandon définitif des syndicats ? Nous ne l'avons jamais pensé, car même la fédération syndicale la plus réformiste, surtout si elle a réussi à grouper la presque totalité des ouvriers d'une industrie donnée, n'est pas un groupement qui nous puissions ignorer. Car si nous renonçons à exercer toute influence au milieu de salariés et d'exploitaires, à qui exposerons-nous nos conceptions ?

En somme le syndicalisme est une question très épingle sur laquelle nous ne prétendons pas dicter à tous une même solution. Surfaut, gardons-nous de simples négociations dédaigneuses de tout syndicalisme, d'affirmations risquées de son révolutionnarisme presque toujours inexistant.

## ALGER

### Pour éduquer l'indigène

Représentez-vous un grand nombre de « mesquines » (arabes pauvres) en loques, sales, sales, allant chaque jeudi chercher une portion accordée par la « almocharife » des gouvernements qui après leur avoir pris tous leurs biens, leur jettent maintenant une miette de pain. Il fallu sans doute que ces « mesquines » deviennent des quantités qui fassent peur, qui fassent honte, pour qu'on arrive à leur offrir un peu de nourriture chaque semaine.

Cela, c'est la justice coloniale !

Les consciences sont endormies dans cette ville d'Alger ; est-ce le soleil ? Ici, presque personne n'a de goût à la lutte ; pourtant certaines injustices devraient émouvoir même les moins sensibles.

L'Arabe est le valet de l'Européen. Les travailleurs les plus répugnans sont pour lui. Une domestique arabe se paye 50 fr. par mois tandis qu'une française touche 400 fr. Un manœuvre, déjà très mal payé s'il est européen (25 francs), reçoit 15 fr. s'il est indigène. Ici, les indigènes travaillent souvent 10 heures et plus par jour et le dimanche ; cela me fait comprendre la justesse du surnom donné aux Français par un travailleur arabe : les « sauvages blancs » (1).

Dans les pastes ainsi que dans divers établissements, les Européens faisant le même travail gagnent un quart de plus que l'indigène : c'est ce que l'on nomme le quart colonial. Cela va disparaître, paraît-il, mais pour l'instant, c'est un fait.

Il faut pousser l'indigène à lutter avec nous contre toutes ces iniquités. La solution la meilleure, à mon avis, est l'éducation. Des camarades l'ont compris et c'est pourquoi ils ont organisé des cours de français à l'intention des pauvres Arabes.

Ces cours sont donnés le soir dans deux écoles ; ce petit effort de quelques-uns est à base d'enthousiasme, chacun travaillant, plein d'enthousiasme, sous aucune égide ni aucune direction ; chaque classe ayant sa parfaite autonomie.

Nous accepterions volontiers des conseils, surtout de la part de camarades instituteurs. Un article sur l'éducation des jeunes enfants dans « Le Libertaire », serait accueilli de nous avec le plus vif plaisir.

Le groupe d'Alger.

## BORDEAUX

### Femme, ton corps est à toi !

Les journaux bourgeois du cru apprennent à un certain public bordelais, avides de sensations d'un genre spécial, la nouvelle suivante tragique dans sa simplicité : « Une domestique de 18 ans, Marie-Louise Gaillars, va commettre à la prochaine session des assises de la Gironde, le jour où elle sera jugée, l'enfant qu'un maléfice égoïste qui l'inconscient, lui infligea. »

Fait divers, néançons trop fréquent en notre triste époque de bourgeoisie et d'ignorance. La jeune femme qui va passer devant les bourgeois repus et les commerçants bien-pensants, défenseurs de la morale éthique, est incontestablement une victime des meurs et des préjugés qui renforcent les lois existantes. Son cas est en avance l'odissea de 1920, qui l'incita à demander de disposer de ce qui devait constituer son droit le plus strict et le plus sacré : l'enfancement.

Il est facile de prévoir ce qu'aurait été l'existence de cette jeune femme, si elle avait voulu prendre la responsabilité d'assurer à elle seule, et subtilement d'un petit être promis à la misère et aux privations. Jelée à la rue par des patrons à cheval sur les principes, abandonnée de tous, elle était bientôt réduite au suicide ou à la prostitution, qui est trop souvent le seul refuge des jeunes mères déshonorées. La pauvre victime de circonstances trop fréquentes aurait grandi dans une atmosphère de misère et de débauche qui en aurait fait plus tard un être malheureux à son tour. A moins que sa mère ne se résigne à l'abandonner à l'Asile. Publicité qui en aurait fait, très certainement, un client futur pour les tribunaux et les prisons républicaines.

Elle préféra détruire cette vie qu'elle ne désirait pas, et c'est pour cela qu'elle va comparaître devant la cour d'assises, les raisons qui l'ont déterminée sont trop humaines pour que le jury lui soit par trop sévère. Au moins nous l'espérons, mais quelque soit le verdict qui rendra la cour d'assises de la Gironde, il n'en restera pas moins que la loi liberticide de 1920 subsistera. Il est nécessaire que les organisations ouvrières engagent la lutte pour sa suppression afin que ne soient plus un leurre les paroles disant : femme, ton corps est à toi !

Le Congrès socialiste

Comme nous l'apprennent les affiches écarlates apposées ces jours-ci, nous avons en nous mûrs tous les esprits de la social-féministe de la II<sup>e</sup> Internationale. Pour permettre aux bons bougres de prolétaires bordelais de voir et d'entendre de plus près ces divers spécimens de la faune parlementaire de divers types, un meeting-exhibition est organisé à l'Alhambra.

(1). P. 6 (Péra), révol. prolét., du 1/4/30.

Le Flambeau du 5 juin continue sa pro-

et s'appuyer franchement sur le prolétariat, comme firent ses ancêtres, les bourgeois de 1789. Eh bien, elle ne voulut sacrifier ni son argent, ni sa vie et elle préféra la conquête de la France par les Prussiens à son salut par la révolution populaire.

La question entre les ouvriers des villes et la bourgeoisie fut assez nettement posée ; les ouvriers ont dit : « Nous ferons plutôt que de céder nos droits à l'exploitation, et nous détruirons les exploitations ! » Les bourgeois répondirent : « Nous ouvrirons plutôt la porte de nos villes aux Prussiens que de faire du désordre public, et nous voulons conserver nos chères maisons à tout prix, dussions-nous même lécher les bottes de MM. les Prussiens.

Et remarquez que ce sont aujourd'hui ces mêmes bourgeois qui osent insulter la Commune de Paris, cette noble Commune, qui sauva l'honneur de la France et, espérons-le, la liberté du monde en même temps ; ce sont ces mêmes bourgeois qui insultent aujourd'hui au nom de quoi ? Au nom du patriotisme !

Vraiment, ces bourgeois ont un front d'airain ! Ils sont arrivés à un degré d'injustice, qui leur a fait perdre jusqu'au dernier sentiment de pudeur ; ils ignorent la honte ; avant d'être morts, ils seront déjà complètement pourris. Et ce n'est pas seulement en France que la bourgeoisie est pourrie moralement et intellectuellement anéantie ; elle l'est de même partout en Europe, et dans tous les pays de l'Europe, seul le prolétariat a conservé le feu sacré, lui seul porte aujourd'hui le drapeau de l'humanité.

Quelle est sa devise, sa morale, son principe ? La solidarité. Tous pour chacun et chacun pour tous et pour tous. C'est le principe de notre grande association internationale qui, franchissant les frontières des Etats et par là même détruisant les Etats, tend à unir les travailleurs du monde.

Le Flambeau du 5 juin continue sa pro-

de humain en une seule famille, sur la base du travail également obligatoire et au nom de la liberté de chacun et de tous. Cette solidarité, dans l'économie sociale, s'appelle travail et propriété collectifs ; en politique elle s'appelle destruction des Etats et la liberté de chacun par la liberté de tous.

Oui, vous, les ouvriers, solidiairement avec vos frères les travailleurs du monde entier, vous héritez seuls aujourd'hui de la grande mission de l'émancipation de l'humanité. Vous avec un héritier, travail et propriété collectifs ; en politique elle s'appelle destruction des Etats et la liberté de chacun par la liberté de tous.

Oui, vous, les ouvriers, solidiairement avec vos frères les travailleurs du monde entier, vous héritez seuls aujourd'hui de la grande mission populaire ; il a été empoisonné, il est encore empoisonné par les prêtres et sert contre lui-même d'instrument à la réaction. Vous devez l'instruire, vous devez le sauver malgré lui en l'entraînant, en lui expliquant ce que c'est que la révolution sociale.

Dans ce moment, et surtout au commencement, les ouvriers de l'industrie ne doivent, ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Mais ils seront tout-puissants s'ils veulent ; seulement ils doivent le vouloir sérieusement. Et pour réaliser ce vouloir il n'ont que deux moyens : c'est en établissant d'abord dans leurs groupes et ensuite entre tous les groupes une vraie solidarité fraternelle, non seulement en paroles, mais en action, pas seulement pour les jours de fête, de discours et de boisson, mais dans leur vie quotidienne. Chaque membre de l'Internationale doit pouvoir sentir, doit être pratiquement convaincu que tous les autres membres sont ses frères. L'autre moyen, c'est l'organisation révolutionnaire, l'organisation par l'action. Si les soulèvements populaires de Lyon, de Marseille et des autres villes de France ont échoué, c'est parce qu'il n'y avait aucune organisation. Je puis en parler avec pleine connaissance de cause, puisque l'y ai été et j'en ai souffert (1).

Nous avons reçu une lettre d'un lecteur qui nous dit que ces trois conférences figurent dans les œuvres complètes de Bakounine au tome V, page 299 à 360. En outre, le texte de la Société Nouvelle n'est pas rigoureusement conforme à celui des œuvres de Bakounine. Les lecteurs qui les possèdent trouveront donc quelque différence entre ces deux textes que James Guillaumé lui-même avait relevées dans une note introduite lors de la publication des œuvres de Bakounine.

Et si la Commune de Paris se tient si vaillamment aujourd'hui, c'est que pendant tout le siège les ouvriers se sont sérieusement organisés. Ce n'est pas sans raison que les journaux bourgeois accusent l'Internationale d'avoir produit ce magnifique soulèvement de Paris. Oui, disons-le avec fierté, ce sont nos frères les internationaux qui, par leur travail persévérant, ont organisé le peuple de Paris et rendu terrible la Commune de Paris.

Soyons donc tous frères et organismons-nous. Ne croyez pas que nous soyons à la fin de la Révolution, nous sommes à son commencement. La Révolution est désormais à l'ordre du jour pour beaucoup de dizaines d'années. Elle viendra nous trouver tôt ou tard ; préparons-nous donc, puissions-nous, devenons moins discoureurs, moins crieurs, moins phrasiers. Serrons nos rangs et préparons-nous dignement à cette lutte, qui doit sauver tous les peuples et émanciper finalement l'humanité. Vive la Révolution sociale ! Vive la Commune de Paris !

FIN

(1) Bakounine était à Lyon du 11 au 29 septembre et à Marseille, depuis lors, jusqu'aux derniers jours d'octobre 1870. Voir le récit de son séjour et de son départ de Marseille publié par Ch. Alerini dans le bulletin de la fédération jurassienne du 1<sup>er</sup> octobre 1987 (note de l'éditeur).

\*

Nous avons reçu une lettre d'un lecteur qui nous dit que ces trois conférences figurent dans les œuvres complètes de Bakounine au tome V, page 299 à 360. En outre, le texte de la Société Nouvelle n'est pas rigoureusement conforme à celui des œuvres de Bakounine. Les lecteurs qui les possèdent trouveront donc quelque différence entre ces deux textes que James Guillaumé lui-même avait relevées dans une note introduite lors de la publication des œuvres de Bakounine.

Sculeniir ceux qui ont de la famille c'est très bien, mais pousser les malheureux à engendrer dans l'inconscience et la misère, c'est un crime

Sculeniir ceux qui ont de la famille c'est très bien, mais pousser les malheureux à engendrer dans l'inconscience et la misère, c'est un crime

## REIMS

### Aux Rémois !

Depuis un certain temps notre ville est le théâtre des grandes exhibitions patriotiques et révolutionnaires dans un but de créer parmi la population de Reims et des environs un esprit guerrier et religieux.

Dernièrement la pègre réactionnaire a manifesté sans être gênée en plein centre de la ville pour fêter Jeanne-d'Arc. Dimanche dernier avec un ensemble touch

# TRIBUNE SYNDICALE

## Le Congrès de l'U.A.C.R. et le syndicalisme

Nos camarades Le Pen et Lentente se sont accrochés dans cette tribune au sujet de la résolution sur le syndicalisme, adoptée au congrès de l'U.A.C.R.

Et ma foi ! Le Pen est très heureux que cette résolution fut admise à la quasi-unanimité, puisque deux groupes seulement se prononcent contre : le groupe de Bezons qui compte quand même pour quelque chose dans l'U.A.C.R. — et le groupe de Saint-Henri.

Que l'ami Le Pen et ceux qui pensent comme lui se tranquillisent. La motion proposée et défendue par moi au nom du groupe de Bezons ne concerneait simplement que les adhérents de l'U.A.C.R.

Quant aux anarchistes qui sont à l'intérieur de notre organisation, qu'ils aillent à « Lafayette », à la « Grange-aux-belles » ou même rue Bonaparte » cela les regarde, et nous n'avons rien à voir.

« Quoiqu'il ne faille pas tenir compte de l'esprit mesquin animant certains militants » Personnellement je pense que sous peu il faudra tenir compte de notre position dans le mouvement anarchiste, car nous ne nous considérons nullement comme batous.

En effet, le congrès a seulement effleuré le problème syndical, et certains délégués n'ont même déclaré que l'on n'en avait pas discuté dans leurs groupes. Cela ne les a pourtant pas empêchés de se prononcer pour le « nègre-blanc » adopté par haine (1) de la C.G.T.S.R.

Quand des camarades écrivent « sans rire » qu'ils ne sont pas obligés d'« encasser » et qu'ils ne sont pas responsables de l'attitude contre-révolutionnaire de la C.G.T., je me demande ce que doivent penser les partisans de la « responsabilité collective » au sein de l'U.A.C.R. de cette drôle de position.

Autre argument : on déclare aussi très souvent : nous n'adhérons pas à la C.G.T.S.R. parce que nous voulons aller à la masse...

En effet, je connais un camarade parisien qui a quitté la C.G.T.S.R. pour la C.G.T. Lafayette, or son ancien syndicat (3 C.G.T.) avait une soixantaine d'adhérents et dans sa nouvelle organisation il y en a trente, voyez la masse...

Mais nom de dieu où est-elle donc cette masse ?

J'étais le 1<sup>er</sup> mai dernier à la Bourse du Travail et j'ai vu au maximum 500 auditeurs au meeting de la C.G.T. et non pas 2.00 comme l'écrivent les menteurs du « PEUPLE ».

Pour une organisation qui parle de 80.000 adhérents dans la région parisienne on avouera que c'est un pâtre résultat. Au meeting de la C.G.T. où il n'y a pas la masse... il y avait tout autant de monde.

Et pourtant les dirigeants confédérés de la Bourse du Travail ont tout fait pour qu'il n'y ait personne.

Autre chose : on déclare aussi que si la motion de Bezons avait été adoptée, c'était « l'élargissement » de la division au sein de l'U.A.C.R.

Mais voyons ! elle existe bien cette division sur le terrain syndical. En voici un exemple.

Voilà un bon camarade de l'U.A.C.R. adhérent à Lafayette, il vient dans ma région au nom de la C.G.T. RÉFORMISTE, faire une conférence sur les assurances sociales. Lui l'anarchiste, il nous démontre les avantages de cette bonne loi !

En vertu de la liberté je reconnais volontiers qu'il a entièrement le droit d'avoir cette position.

Mais en revanche je lui demande la réciprocité, j'apporte donc mon point de vue en démontrant avec d'autres arguments que cette loi n'est qu'une vaste escroquerie au même titre que les « retraites pour les morts » de 1910. La-dessus mon camarade délégué de la C.G.T. et adhérent à l'U.A.C.R. s'emporte et déclare que je fais le jeu de la bourgeoisie et en partie de Coty qui lui aussi est contre les assurances sociales. N'est-ce pas Le Pen

(1) Le mot dépasse certainement la pensée du camarade Le Meillour, car nous ne pensons pas qu'un camarade anarchiste puisse « avoir » la C.G.T.S.R. (N. de la R.)

## LA VOIX DE PROVINCE

(suite de la 3<sup>e</sup> page)

### TOULOUSE

Il dit aux premiers et les adjure à ce méfier des « charlatans de la politique de tout acabit, qui ne cherchent qu'à profiter de tous les mouvements d'émancipation des exploités, ces quelques phrases produisent une bonne impression sur les camarades indochinois présents dans la salle.

Après lui, monte à la tribune un énergumène des jeunesse patriotes, cris, épithètes volent dans la salle. Celui-ci nous fait l'apologie du colonialisme, ce qui ne va d'ailleurs pas sans mal pour lui, enfin il peut terminer et Péraud lui donne la réplique.

Mais, oh ! quelle démagogie ou inconséquence de sa part, quand il dit en belles évolutions littéraires : « Le suffrage universel, la représentation parlementaire ne peuvent apporter aucun changement en bien dans le sort et l'émancipation des travailleurs. Quand il démontre clairement qu'il traverse l'histoire aucun gouvernement, quel qu'il soit n'a cherché à disparaître de par lui-même, mais qu'il contrarie à tout qu'il considère son autorité.

Mais alors, camarades communistes, vous mentez quand vous leur parlez de la période transitoire en Russie, et pourquoi les induissez en erreur ?

Allons, camarades prolétaires, n'écoutez plus ces bavardes, ces charlatans de la politique qui vous bernent qui ne vivent qu'à vos dépens, vous tiennent dans l'ignorance, mais avec confiance en vous même et mérité cet axiome toujours d'actualité : « L'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes. »

LA LIBRAIRIE D'ÉDITIONS SOCIALES

72, Rue des Prairies, Paris (20<sup>e</sup> Arrond.)

Chèque postal : J. GIRARDIN-PARIS 1191-98

LA LIBRAIRIE DES ÉDITIONS SOCIALES n'est pas une entreprise commerciale, c'est une œuvre sociale, collective, dont tous les bénéfices sont employés à soutenir d'autres œuvres de propagande.

Tous nos amis et les sympathisants à nos idées doivent, par conséquent y faire leurs achats.

Toute commande est servie dans la huitaine. Nos nouvelles conditions de vente sont les suivantes :

1<sup>er</sup> Il n'est pas fait d'envoi contre remboursement.

2<sup>me</sup> Les frais de port sont calculés à raison de 10 % pour la France et 20 % pour l'étranger.

3<sup>me</sup> Aux bibliothèques, Syndicats, Groupes ou

Andrieff. — Les sept pendus, 1 vol. .... 12 \*

Armand (Emile). — Initiation individuelle ..... 9 \*

Avez André. — L'immoralité du christianisme ..... 12 \*

Armand Emile. — Ainsi chantait en dehors ..... 15 \*

Adam Marcel. — La Gueuse ..... 12 \*

Charles-Albert. — L'amour libre ..... 9 \*

Baudelaire. — Les fleurs du mal, 1 vol. .... 12 \*

Barbusse (Henri). — Les bourreaux ..... 10 \*

Claerté ..... 12 \*

Les Enchainements, 2 vol. .... 7 50

Faits divers ..... 12 \*

Le feu ..... 12 \*

Force ..... 10 \*

autres organisations il est fait une remise de 20 %.

4<sup>me</sup> La correspondance et les fonds doivent être adressées à Jean Girardin, librairie des Editions Sociales, 72, rue des Prairies. Chèque postal : Girardin 1191-98 Paris.

Note : Nous recommandons à nos correspondants de toujours indiquer clairement le titre de l'ouvrage, le nom de l'auteur et, si possible, le nom de l'éditeur.

Toute demande de renseignements doit être accompagnée d'un timbre pour la réponse.

Il ne sera pas donné suite aux commandes non couvertes de leur montant.

Indiquer sur le talon du chèque postal la destination de l'argent : Librairie, Libertaire, Solidarité, Union, etc...

Jésus ..... 12 \*

Les Judas de Jésus ..... 12 \*

Nous autres ..... 9 \*

Paroles d'un combattant ..... 6 75

Pleureuses, poèmes ..... 7 50

Voici ce qu'on a fait de la Géorgie ..... 12 \*

Russie ..... 12 \*

Blasco Ibañez. — Alphonse XIII démasqué ..... 3 \*

La Cité des futilités ..... 9 \*

Contes espagnols d'amour et de mort ..... 12 \*

Les Morts commandent ..... 12 \*

Le papier de la mer ..... 12 \*

Le pied de Vénus (Les Borgias) ..... 12 \*

Les quatre fils d'Eve ..... 9 \*

Faits divers ..... 12 \*

Le feu ..... 12 \*

Force ..... 10 \*

Bontemps (Ch.-Aug.). — L'œuvre de l'Homme ..... 12 \*

## LE LIBERTAIRE

Pour la défense de nos camarades Pons et Blanco

Une leçon aux communistes de Toulouse : Samedi 7 courant, à eu lieu, à la Bourse du Travail le meeting en faveur de la libération de nos deux camarades Espagnols Pons et Blanco, détenus à la prison de Montpellier et contre lesquels la chambre des mises en accusation vient de prononcer l'extradition.

L'Union Régionale des Syndicats confédérés, le Parti Socialiste, les Jeunesse Socialistes, la Ligue des Droits de l'Homme, l'Union des Proscrits Italiens, avaient répondu à notre invitation à participer à notre protestation et c'est devant un nombreux auditoire que les orateurs ont pris la parole. C'est d'abord Julian Fourques, secrétaire de l'Union des Syndicats confédérés qui fait le procès de Tardieu et de ses méthodes fascistes. Il attaque le principe d'autorité et proteste, contre l'incarcération arbitraire de nos amis.

Puis, pour le parti socialiste, et la Ligue des Droits de l'Homme, c'est Rabari qui lui succéde et dans une vibrante et émouvante allocution, il retrace tout le passé de crimes des dictatures et des religions. C'est Jean Huss, c'est Etienne Dolet, le Chevalier de la Barre, Galilée, la St-Barthélémy, les Camisards des Cévennes, les déportés de 48, les Communistes, Sacco-Vanzetti et maintenant Pons et Blanco ! Non ! ce serait trop et la classe ouvrière saura défendre les siens. Nous ne permettrons pas, dit Rabari, que ces crimes se perpétuent, nous savons pour cela coordonner nos efforts.

Giacometti, au nom des proscrips italiens, relate le douloureux calvaire de l'Italie qui perdure et flagelle comme il sied le bourreau Mussolini. Il met en garde les ouvriers de ce pays, contre les dangers d'infiltration du fascisme chez nous et souhaite que nos efforts soient couronnés par la libération de Pons et Blanco. Le délégué des Jeunesse socialistes s'associe aux paroles des orateurs qui l'ont précédé.

Le président, notre camarade Mirande, demande une nouvelle fois si d'autres orateurs désirent prendre la parole.

Deux pauvres bourgeois montent alors, cherchant intempestivement à perpétuer la réunion, ce que voyant, la parole leur est retirée et notre camarade Vaillant prend la tribune le dernier. Il fait un large exposé du processus du mouvement syndicaliste en Espagne de 1924. Il nous parle de la réaction patronale, devant la puissance des syndicats — l'organisation des « Somateurs », des « Pistoleros », des assassinats des meilleurs militants, avec la complicité des pouvoirs constitutifs, la Loi de 1924 faisant une hécatombe de nos camarades.

Puis, c'est la capture de Pons et de Blanco par la police, à la suite d'une embûche, sous la faute de l'ami Vaillant, pour le premier, de vol à main armée et, pour le deuxième, du meurtre d'un policier : tous deux sont condamnés à perpétuité après trois ans de prévention, de 1923 à 1927. Transférés au bagne de Figueras, ils s'évadent trois ans après, en janvier 1930 et c'est en France, pays du droit d'asile, qu'ils viennent chercher un refuge, mais ils échouent lamentablement à Perpignan, dans les bâts d'un commissaire de police zélé qui les incarcère. Accusés de vagabondage, un non-lieu est prononcé et c'est à Montpellier qu'ils sont transférés parce que réclamés par l'Espagne. Réclamés pour délit de droit commun, alors qu'on ne peut en fournir aucune preuve et qu'il en existe de leur innocence, ces faits d'ailleurs étaient passés en pleine période insurrectionnelle. En dépit de la loi du 10 mars 1927, article 5, la Chambre des mises en accusation a prononcé l'extradition.

Nos deux camarades, à la prison de Montpellier, font la grève de la faim et ce sont des hommes capables de la continuer jusqu'au bout, jusqu'à ce que justice soit rendue. Ils sont traînés d'une façon spéciale, parce que des bêtes et maltraitent leurs protestations on s'obstine à les alimenter en jetant leur nourriture à travers les barreaux de leur cellule. Il est inconcevable que des hommes soient pareillement traités.

Notre camarade Vaillant proteste, approuvé par tout l'auditoire qui s'engage à mener sa campagne jusqu'au bout, jusqu'à la libération de nos deux amis.

Mirande lit alors l'ordre du jour, approuvé à l'unanimité de la salle, lorsque Messieurs les Communistes, en la personne de Jean Georges, secrétaire de l'Union des Syndicats communistes, intervient et, en dépit de la chose convenable, demande la parole qui lui est refusée. Il proteste et s'adresse aux siens. On le prie de descendre de la tribune et devant son insistance il est quelque peu poussé. Un de ses amis, croyant devoir le défendre, bondit, et c'est alors la bagarre pendant laquelle Jean Georges et son séde sont houplés de belle façon.

A noter que nos deux communistes fortement corrélés sur la tribune ne furent aucunement corrigés par trente des leurs qui, au fond de la salle et dans le tumulte, discutaient sur les raisons de l'intervention de leurs amis... braves révolutionnaires ! ils auraient laissé assommer leurs camarades. La leçon, nous le croyons, servira.

En résumé, belle réunion, d'où nous pouvons augurer que la campagne continuera, il est nécessaire, nos deux copains seront arrachés des griffes de leurs bourreaux.

A. T.

Nota. — Il a été fait 136 fr. 45 de collecte.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : MARCEL MONTAGUT.

Imprimerie spéciale du Libertaire

10-12, rue Paul-Lelong, Paris

10-12, rue Paul-Lelong, Paris